une révolution pacifique, une rupture intelligente peut éviter à notre pays une dérive inéluctable. Je suis convaincu qu'ils le savent. Il faut qu'ils assument leurs responsabilités.

Un quatrième acteur est là, toujours présent. Il s'agit des citoyens qui occupent journellement la rue et crient leur ras-le-bol, leur dénuement et leur souffrance. Qu'est-ce qui explique qu'aucun des partis de l'opposition n'arrive aujourd'hui à mobiliser ce potentiel énorme et à l'organiser ? Est-ce l'argent distribué à tout va par le pouvoir ou l'absence de proximité et d'ancrage dans la société de cette opposition ?

La population a supporté durant une décennie le terrorisme qu'elle a combattu et qu'elle a défait en votant massivement contre ce terrorisme en novembre 1995, comme jamais elle n'avait voté auparavant.

Cette population s'est sentie trahie en 1999. Les sacrifices ont été colossaux et pour ceux qui ont oublié, il faut peut-être rappeler : «200 000 civils et 25 000 membres des services de sécurité tués, 500 000 traumatisés et handicapés, 6 000 femmes violées, des milliers d'Algériens (intellectuels, médecins, journalistes, artistes…) exilés, deux millions d'habitants des campagnes contraints à l'exode, des milliers de personnes disparues, des centaines d'étrangers assassinés et des dégâts estimés à 4 000 milliards de dinars.»

Ces sacrifices auxquels il faut ajouter les mobilisations des services de sécurité, des patriotes, des gardes communaux, des walis, des chefs de daïra, des DEC, des journalistes, des travailleurs et des cadres ont été passés par pertes et profits.

Les citoyens se sont sentis bernés et par le pouvoir et par l'opposition, y compris islamiste, qui s'est coalisée avec le nouveau pouvoir. Ils ont perdu toute confiance et dans l'Etat et dans les partis. Avec l'augmentation des prix du pétrole et le lancement anarchique de grands projets d'infrastructures, la corruption à grande échelle et l'apparition d'une nouvelle classe de ce qu'on a appelé «les baltaguias politiques» ont fini par les convaincre que personne ne peut défendre leurs intérêts à leur place. En janvier 2011, au début des soulèvements arabes, le pouvoir a pu distribuer à tout-va une partie de la rente pétrolière pour faire taire la rue. Aujourd'hui, les citoyens savent que le pouvoir n'a plus d'argent à distribuer et que les rares opposants véritables n'ont aucun moyen de contrer le régime avec sa force de répression. Par ailleurs, tout parti d'opposition véritable qui tenterait une mobilisation populaire se verrait bloqué dans l'heure par le pouvoir. Vous savez, en tant que journaliste, et mieux que moi, que même pour faire une simple conférence, il faut obtenir une autorisation de l'administration. Alors quel parti, s'il est agréé, peut tenir un meeting ou un rassemblement contre le pouvoir en place et, comme vous dites, «mobiliser ce potentiel énorme et l'organiser» ?

Les populations du Sud sont en colère et manifestent non seulement contre le gaz de schiste mais aussi et surtout contre leur marginalisation dans les plans de développement, et le secrétaire général du FLN a comparé ces troubles au «printemps arabe» en accusant les gouvernements successifs d'avoir abandonné le Sud. Quel est votre commentaire sur cette situation et sur ces déclarations ?

En 1995, malgré la situation sécuritaire et avec un pétrole à 14 dollars le baril, nous avions bien engagé sur le terrain un vaste et ambitieux programme spécial de développement du Sud à court, moyen et long termes, intégrant les 13 wilayas concernées, couvrant toutes les activités sectorielles et devant répondre à la totalité des besoins des populations. A mon départ du gouvernement en décembre 1995, ce programme avait été gelé puis tout simplement annulé. Donc, le Sud n'avait pas été seulement abandonné ; il avait été même sciemment saboté. Ce programme spécial de développement du Sud avait été minutieusement préparé en concertation aussi bien avec les autorités locales qu'avec les représentants de la population.

Par égard aux populations de ces wilayas, ce programme avait été débattu et approuvé sur place au Sud, par deux conseils de gouvernement tenus, le premier, à Adrar le 12 janvier 1995 et le second, à Béchar le 1er octobre 1995, qui étaient tous deux ouverts

Photo : D.R.

Mokdad Sifi.

aux membres du Conseil national de transition et du Conseil national économique et social, aux autorités locales, walis et chefs de daïra, aux représentants de la population et à la presse nationale et retransmis par la télévision en direct à la population. 7 ministres avaient été nommément et officiellement désignés pour suivre, chacun, de très près et de contrôler sur le terrain et aider, pour le compte du gouvernement et en plus de leurs activités sectorielles, chaque quinzaine, les activités de chacune des 13 wilayas du Sud, y compris la mise en œuvre du programme spécial Sud. Au total, 23 ministres avaient été chargés nommément de suivre les activités de toutes les wilayas du pays et avaient effectué un millier de déplacements tout au long des 20 mois qu'avait duré notre gouvernement. De plus, au plan régional, un dispositif permanent de suivi de la réalisation de ce programme spécial Sud avait été mis en place à Ghardaïa le 11 décembre 1995 par le chef de gouvernement lui-même qui avait déclaré : «Parce que nous nous méfions des discours et des déclarations théoriques, et parce que nous pensons que seul le terrain peut nous guider et nous renseigner sur la réalité des actions, nous voulons instituer un dispositif de suivi du développement du Sud, qui implique tous les walis concernés avec une structure permanente qui rende compte périodiquement des efforts accomplis, des insuffisances constatées et qui, dans la concertation et la transparence, propose et étudie toutes les mesures susceptibles de favoriser la mutation de cette région stratégique du pays.» Il reste à savoir le pourquoi de l'annulation en catimini de ce programme spécial Sud et à en méditer les graves conséquences pour le pays, qui en paye aujourd'hui très cher le prix.

Pourtant, les discours et déclarations du pouvoir n'avaient pas manqué à propos du développement du Sud et il paraît intéressant d'en mesurer le décalage avec la réalité en rappelant, ici, les instructions et déclarations du président de la République concernant le Sud, publiées par *El Watan* du 27 mars 2013 :

- Conseil des ministres de juin 2004 : «Un nouveau dispositif de gestion du marché du travail fut établi. Il ambitionnait de réhabiliter l'autorité de l'Etat en matière de placement et de contrôle de l'emploi. Il vise, en outre, à mettre un terme aux dérives qui ont caractérisé l'exercice de cette activité dans certains secteurs ou régions du pays.»

- 5 septembre 2005 : «Je viens aujourd'hui partager avec vous des propos graves et importants à la fois. Je reconnais que le grand Sud a été de tout temps lésé, abandonné. Cette région n'a jamais eu la place, ni l'intérêt qu'elle mérite.»

- 14 septembre 2005 à Laghouat : «Mais où est donc passé le plan triennal pour la relance ? Où est-il donc passé, qu'est-il devenu ? Qu'a-t-on fait du plan triennal ? J'ai eu mal au cœur en venant ici. Car je n'ai pas trouvé grand-chose à inaugurer. Où est passé l'argent du plan triennal ?»

- 22 septembre 2005 à Constantine : «Il existe des gens qui voulaient séparer le sud du nord du pays. Ils estiment que la carte de l'Algérie, qui ressemble à une femme enceinte, ne leur plaisait pas.»

- 24 septembre 2005 à Ouargla : «Je me dois de dire, à partir de cette tribune, que le gouvernement est tenu, désormais, d'accorder un intérêt particulier pour les wilayas du Sud. Il faut prendre en charge tous leurs problèmes pour faire taire les fauteurs de troubles. Ceux qui ont colonisé ce pays pendant 130 ans nous ont laissé quelques corbeaux, des grenouilles qui ne connaissent rien de l'Algérie.»

L'Algérie continue également et continuera à payer le prix fort de l'emprisonnement injustifié, despotique et criminel en 1996 de 3000 cadres gestionnaires, durant de longues années, dont les effets se traduisent encore aujourd'hui, 20 ans plus tard, par la peur de prendre toute initiative et de signer quoi que ce soit, par les cadres en poste, qui préfèrent être sanctionnés pour n'avoir rien fait, qu'emprisonnés injustement pour le prétexte qu'ils auraient fait mal quelque chose. Tant pis pour tout le reste. C'est-à-dire pour le pays.

En ce qui concerne le projet gaz de schiste qui comporte assurément des risques, on ne doit pas, à mon avis, le mettre en œuvre sans en convaincre la population qui devra rester vigilante quand il s'agit des intérêts du pays, aussi bien au Sud qu'ailleurs dans le reste du pays.

Par ailleurs il faut préciser que le nécessaire management d'un quelconque projet et de surcroît de grande envergure et/ou sensibilité prévoit obligatoirement une analyse des risques du projet et une étude d'impact sur l'environnement. Les représentants du pouvoir n'en ont pas fait état dans leurs communications en direction de l'opinion et dans leurs discussions avec la population du Sud. Faudrait-il croire que cette analyse et cette étude n'existent pas ? Ou bien que l'Etat, autoritariste, considère qu'il n'a pas à en référer à la population qui doit, selon lui, et comme toujours et par principe, se contenter de croire et seulement croire le «tout va bien» du pouvoir comme cela été le cas concernant une multitude de mesures catastrophiques prises précédemment.

On peut en citer quelques-unes parmi tant d'autres, par exemple, celles de :

- l'emprisonnement injustifié, durant 4 à 6 ans, avant acquittement, de 3 000 cadres gestionnaires qui a été présenté comme une action anticorruption salvatrice pour le pays, et qui s'est avéré n'être qu'une vaste et sordide manipulation criminelle gratuite et impunie, et un véritable désastre en matière de ressources humaines ;

- la dissolution gratuite, intempestive et criminelle et pourtant présentée comme nécessaire, et injustement imputée à des conditionnalités du FMI, de 1300 entreprises publiques avec le licenciement de 600 000 travailleurs dont beaucoup ont été poussés au suicide, une perte sèche d'un patrimoine productif national énorme dont aucune institution ne dispose du bilan, et surtout pas le Parlement ;

- la signature en avril 2002, sans débat préalable, même au niveau du Gouvernement, de l'accord d'association avec l'Union européenne, censé galvaniser notre économie et propulser l'Algérie plus haut dans le concert des nations, ce qui avait été cru, et qui constitue depuis un handicap majeur au développement du pays ;

- la fameuse loi scélérate sur les hydrocarbures, adoptée à la hussarde en avril 2005 et devant livrer aux multinationales toutes nos richesses en hydrocarbures, avec Sonatrach en prime malgré elle, et heureusement remise en cause par la suite ;

- la privatisation en violation flagrante de la loi et en cachette, une véritable dilapidation voilée et criminelle, de très nombreuses unités économiques publiques productives parmi les plus performantes du pays, sans compte rendu aucun à aucune institution et dont aucun bilan n'existe nulle part à ce jour. Un désastre qui a fait dire au président de la République : «…En matière de politique de privatisation et d'investissement, nous nous sommes cassé le nez !» ;

- la réalisation pour 14 (12+2) milliards de dollars de ce qu'on nous avait promis, des années durant, comme étant une autoroute Est-Ouest «TOP», aux normes internationales. Contrairement aux avalanches des discours répétés durant des années, ce projet s'est avéré n'être qu'une simple chaussée de 900 km, à 2 ou 3 voies, importée et contrefaite à outrance, d'une qualité déplorable. Une simple chaussée ne peut pas être une vraie autoroute, surtout «TOP» et aux normes internationales. (Sur le linéaire global de 1 200 km, les contrats avec les Chinois et les Japonais portent sur seulement 900 km, du fait que 300 km avaient été déjà engagés, en travaux, en tronçons séparés, avec d'autres partenaires, essentiellement algériens, avant 1995, dont une bonne partie avait été livrée à la circulation avant 1999).

Pour devenir, peut-être, une vraie autoroute, il manque encore à cette simple chaussée de 900 km, déjà déglinguée, une reprise de sa qualité et notamment de ses couches de fondation, sur plus de la moitié des 900 km, la réalisation des 60 échangeurs tous manquants et dont les études n'existent pas encore à ce jour, des aires de repos, des aires de péage, des relais, des points de maintenance, des stations-services, des motels et autres aires de services, une signalisation et un éclairage adéquats ; ce qui représente quelque 40% et plus du coût de cette chaussée déglinguée, appelée autoroute «TOP».

Cette autoroute Est-Ouest de 900 km, une fois totalement réalisée et cela demandera des années, coûtera donc réellement et au minimum quelque 20 milliards de dollars ou même plus, soit un minimum de 22 millions de dollars au kilomètre (20 000 millions $US/900 km). Elle coûtera donc plus de 3 fois, peut-être 4 fois ce qu'elle aurait dû coûter selon les déclarations répétées du ministre des Travaux publics durant les années 2004, 2005, et 2006, lorsqu'il annonçait aux médias les chiffres de 3 à 4 milliards de dollars d'abord, 6 milliards de dollars par la suite et enfin 7 milliards de dollars ; le jour où elle sera peut-être totalement réalisée, cette autoroute de 900 km aura coûté donc au moins près de 2 fois le coût du tunnel sous la manche qui avait atteint 12 milliards de dollars. Autant d'irresponsabilité désastreuse pousse évidemment à se demander si ces gens à qui on confie, malgré nous, la gestion du pays et qui passent leur temps à nous blouser ne font pas sciemment le contraire de ce qu'ils doivent faire. Il aurait été peut-être moins néfaste pour le pays qu'ils restent en poste et qu'ils ne fassent rien.

Comment alors continuer à avoir foi en les déclarations, discours et assurances du pouvoir ? C'est pour cela que la population ne croit plus les discours du pouvoir. Celle du Sud a manifesté sa colère de façon pacifique, paisible, sage, intelligente et avec détermination.

Par ce comportement admirable, elle souligne encore plus l'inanité de nos dirigeants et leurs imprévoyances.

K. B. A.

(A suivre)